

BURKINA-FASO - CAMEROUN - TOGO

Note de synthèse

**Politiques nationales
de développement
de la microfinance
et plan d'actions
à moyen terme**

*Les enseignements
tirés des études
réalisées*

Août 1998

Yves Fournier

I. R. A. M.

Institut de Recherches et d'Applications de Méthodes de Développement

49, rue de la Glacière 75013 PARIS (France)

Tél : (33.1) 44.08.67.67⁺ - Fax : (33.1) 43.31.66.31

E. Mail : iram@globenet.org

S O M M A I R E

❶	Des études qui révèlent l'ampleur des objectifs à réaliser.	1
❷	La genèse de ces plans d'actions nationaux.	2
21	La relation avec les politiques de développement économique explique ce type d'études.	2
22	La réalisation de ces études révèle à l'origine la volonté des bailleurs de fonds, rarement des institutions nationales.	4
❸	Le nouveau paysage de la microfinance et la diversification des IMF.	5
31	Les nouveaux acteurs de la microfinance.	5
32	La typologie des IMF, un essai de représentation ordonnée de leur diversité.	5
33	L'absence d'intégration des marchés financiers.	8
34	Les faiblesses révélées par les IMF.	9
❹	Des plans d'actions ambitieux et justifiés.	14
41	Les contenus forment un ensemble cohérent.	14
42	Ils ne répondent cependant pas à toutes les questions.	14
❺	L'intérêt d'une politique nationale de la microfinance.	16
51	La définition d'une politique de la microfinance doit mobiliser les acteurs.	16
52	L'intérêt de ce type d'étude est de mettre en perspectives les besoins.	17
53	L'intérêt est aussi de révéler l'ampleur des actions à réaliser pour avancer.	18
❻	Les limites des politiques nationales et plan d'actions.	19
61	L'intérêt d'avoir une politique de la microfinance reste une vue de l'esprit des bailleurs de fonds qui n'est pas intégrée par les nationaux.	19
62	Et donc, conséquence directe, l'intérêt d'un plan d'actions à M.T. n'est au mieux perçu que comme un moyen d'attirer des financements externes.	19
63	Des avancées sont cependant possibles par la volonté des IMF/SFD.	19
❼	En guise de conclusion.	20

LISTE DES SIGLES

AARCEC	Appui à l'Application de la Réglementation des Coopératives d'Epargne - Crédit.
ACIM-R	Association Camerounaise des Institutions de Microfinance - Rurales (Cameroun).
APEM	Association des Professionnels de l'Epargne et du Microcrédit (Cameroun)..
ASPPA	Appui aux Stratégies Paysannes et à la Professionnalisation de l'Agriculture.
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale (banque centrale).
BICEC	Banque Internationale pour le Commerce Extérieur du Cameroun).
BNI	Banque Nationale d'Investissement, ex SNI (Togo).
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement.
CAC	Crédit Agricole du Cameroun.
CAMCCUL	Cameroon Cooperative Credit Union League.
CCU	Coopérative Crédit Union (Cameroun).
CE	Commission Européenne.
CEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit.
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.
CNCA	Caisse Nationale de Crédit Agricole Mutuel (Burkina-Faso).
CNC	Comité National de Concertation.
CPEC	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit (Burkina-Faso).
COBAC	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale.
COOPEC	Coopérative d'Epargne et de Crédit.
CRETES	Centre de Recherches et d'Etudes en Economie et Sondage (Cameroun).
CS	Crédit Solidaire.
CT	Court Terme.
FENOP	Fédération Nationale des Organisations Paysannes (Burkina-Faso).
FER	Fonds d'Etudes Rurales (Cameroun).
FONADER	Fonds National de Développement Rural (Cameroun).
FUCEC	Fédération des Unions de Coopératives d'Epargne et de Crédit (Togo).
HBF	Horus Banque et Finance (bureau d'études, France).
IMEC	Institutions Mutualistes d'Epargne et de Crédit.
IMF	Institution de Microfinance.
MFCAC	Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle.
MFD	Mutualité Finance et Développement (bureau d'études, France).
MT	Moyen Terme.
OCISCA	Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale (Cameroun).
OP & OPA	Organisation Paysanne - Organisation Professionnelle Agricole.
PAREP	Projet d'Appui à la Restructuration et à la Privatisation des Entreprises Publiques.
PARMEC	Projet d'Appui à la Réglementation des Mutuelles d'Epargne et de Crédit.
PASA	Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole (Burkina-Faso).
PASFI	Programme d'Ajustement du Secteur Financier (Togo).
PPCRD	Projet Pilote de Crédit Rural Décentralisé (Cameroun).
PUFS	Projet d'Utilisation des Fonds Suisses (BOAD).
SAFECO	Société d'Audit, de Finance-Fiscalité, d'Expertise Comptable et d'Organisation des Entreprises (Togo).
SFD	Système Financier Décentralisé.
UBAC	Union Bank of Cameroun (projet de CAMCCUL).
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.
WAGES	Women and Association for Gain both Economic and Social (Togo).

POLITIQUES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE ET PLAN D' ACTIONS A MOYEN TERME

Les enseignements tirés
des études réalisées

❶ DES ETUDES QUI REVELENT L'AMPLEUR DES OBJECTIFS A REALISER.

L'OBJECTIF CENTRAL EST D'ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS PAR LES **INSTITUTIONS DE MICROFINANCE (IMF)** OU **SYSTÈMES FINANCIERS DÉCENTRALISÉS (SFD)**, CE QUI SOUS ENTENDS D'AGIR PAR LES INSTITUTIONS CONCERNÉES ELLES-MÊMES.

CE QUI A DONNÉ L'IMPULSION À LA RÉALISATION DE CES ÉTUDES C'EST LE RÉCENT INTÉRÊT DES BAILLEURS DE FONDS (AFD EN 1997, BANQUE MONDIALE EN 1999) ENVERS CES INSTITUTIONS (AVEC LES "SUCCÈS STORY" DU TYPE GRAMEEN BANK, LES "MICROCRÉDIT SUMMIT" 1997 ET 1998, LA LOI PARMEC), QUI INFLUENT SUR LEUR COMPORTEMENT.

DANS CES ÉTUDES, LE DÉNOMINATEUR COMMUN EST BIEN **L'ACCENT MIS D'ABORD SUR LE DÉVELOPPEMENT DES IMF**, COMME MOYEN OBJECTIF D'ACCROÎTRE L'ACCÈS DES POPULATIONS NON BANCARISÉES AUX SERVICES FINANCIERS.

DEUX PAYS (BURKINA-FASO ET CAMEROUN) "ONT RÉDUIT" LA PROBLÉMATIQUE AUX SEULES IMF, CE QUI EST DÉJÀ UN TRAVAIL ÉNORME À RÉALISER (SURTOUT S'IL Y A CRISE DANS UN GROUPE COMME AU CAMEROUN AVEC LES COOPEC D'AFFAIRES). LE TOGO A ÉLARGI LA PROBLÉMATIQUE AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES INFORMELLES (BANQUIERS AMBULANTS).

L'AMPLEUR DU DÉFI EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES IMF EST ILLUSTRÉ PAR LEUR TAUX DE PÉNÉTRATION FAIBLE AU NIVEAU NATIONAL CONSTATÉS LORS DES ÉTUDES, COMPARÉ AUX OBJECTIFS FINAUX EN FIN DE CES PLANS D' ACTIONS À MOYEN TERME.

Tableau 1 - Taux de pénétration actuel des IMF et objectifs à MT.

P a y s	Taux de pénétration national des SFD	Objectif de pénétration en fin de plan d'actions
Burkina-Faso.	4 % (1995)	30 % (2002)
Cameroun.	3 % (1996)	n.d. ¹ (2003)
T o g o.	2 % (1996)	20 % (2003)

¹ Dans le cas du Cameroun, la problématique centrale était celle de l'assainissement de la gestion et de la création d'un cadre réglementaire qui se sont révélés prioritaires, il n'y a pas eu de ce fait de simulation de développement à M.T. ni établissement d'un taux de pénétration des SFD en fin de plan d'actions.

② LA GENESE DE CES PLANS D' ACTIONS NATIONAUX.

21 La relation avec les politiques de développement économique explique ce type d'étude.

- **DANS LES 3 PAYS CONCERNÉS (BURKINA-FASO, CAMEROUN, TOGO), CETTE FILIATION APPARAÎT (CF. LE TABLEAU PAGE SUIVANTE "PROBLÉMATIQUES ET CONTEXTES NATIONAUX).**

LE CAS DU BURKINA-FASO EST CELUI D'UNE ÉTUDE² PILOTÉE PAR LA CELLULE NATIONALE DU PASA (RATTACHÉE AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES) ET NOTAMMENT AU GROUPE DE TRAVAIL INTER-INSTITUTIONNEL SUR LES MESURES INCITATIVES. ELLE FAIT SUITE À DEUX ÉTUDES PRÉCÉDENTES, L'UNE FAITE PAR HBF "LE FINANCEMENT DU SECTEUR RURAL AU BURKINA-FASO" EN 1996, ET L'AUTRE FAITE PAR MFD "PROPOSITIONS PROVISOIRES POUR LE FINANCEMENT DU MONDE RURAL AU BURKINA-FASO" 1996. L'ÉTUDE EST DÉFINIE COMME CELLE DU FINANCEMENT DU MONDE RURAL, ELLE EST MARQUÉE PAR UN SOUCI D'INTÉGRATION DANS UNE POLITIQUE NATIONALE AGRICOLE (VOLONTÉ DE LIAISON AVEC LES AUTRES PLANS D' ACTIONS ENVISAGÉS : OPA, FILIÈRES-PRODUITS, INSTITUTIONNEL ETC).

DANS LE CAS DU CAMEROUN, L'ÉTUDE³ EST PILOTÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE EN LIAISON AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, UN GROUPE DE PILOTAGE DE L'ÉTUDE A ÉTÉ CONSTITUÉ (MINAGRI, MINEFI, BEAC, COBAC, BICEC, PPCRD, OCISCA). ELLE RÉPOND À LA TENTATIVE DU MINEFI DE LÉGIFÉRER SEUL POUR PRODUIRE UN CADRE RÉGLEMENTAIRE SUR LES COOPEC À LA SUITE DE DYSFONCTIONNEMENTS CONSTATÉS DANS CE TYPE DE SFD. LE MINAGRI AYANT REPRIS LE PREMIER RÔLE AVEC UNE STRATÉGIE COHÉRENTE (RÉALISER UN INVENTAIRE NATIONAL DES SFD PAR UNE PREMIÈRE ENQUÊTE, DÉFINIR UNE TYPOLOGIE ET ANALYSER CHAQUE TYPE PAR UNE SECONDE ENQUÊTE, IDENTIFIER ENSUITE LES BESOINS POUR APPUYER LE DÉVELOPPEMENT DES SFD SANS SE LIMITER AUX SEULS ASPECTS RÉGLEMENTAIRES)⁴ AVEC DES MOYENS FINANCIERS (RESSOURCES FER-ASPPA). L'ÉTUDE EST DE CE FAIT ORIENTÉE VERS LE SECTEUR AGRICOLE AVEC L'IDÉE D'UNE LIAISON AVEC LA POLITIQUE AGRICOLE NATIONALE (EN COURS DE DÉFINITION). L'IRAM SERA ASSOCIÉ À UN BUREAU D'ÉTUDES CAMEROUNAIS, LE CRÊTES, POUR LA RÉALISATION DES ENQUÊTES SUR LE TERRAIN ET LE TRAITEMENT INFORMATIQUE DES RÉSULTATS.

² IRAM - Plan d'actions pour le financement du monde rural. Février 1997, 262 p.

³ IRAM - Stratégie nationale et plan d'actions pour le développement des SFD. Mars 1998, 176 p.

⁴ IRAM - Etude sur les Systèmes Financiers Décentralisés, SFD. Août 1997, 124 p.

Tableau 2 - Les problématiques et les contextes nationaux.

Initiateur	Problématique	Contexte national
<p>Burkina - Faso.</p> <p>Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales. P.A.S.A.</p> <p>Baillleur de fonds : C.E.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté d'utiliser le développement des SFD pour servir le développement rural. - Développer l'offre de services financiers, définir les objectifs liés et une politique nationale de la microfinance pour la soutenir. - Articuler et établir des complémentarités entre le secteur de la microfinance et le secteur bancaire classique (accès à des ressources accrues). - Identifier les sous-programmes à composante crédit-épargne du VIII è FED pour la CE. 	<ul style="list-style-type: none"> - PASA, Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole (rétablir les grands équilibres, notamment entre croissance de la population et production agricole). - Réalisation d'un processus d'études conduit par HBF (SFD) et MFD (OPA) ayant abouti à l'idée d'un plan d'actions. - Secteur de la microfinance fortement diversifié. - Secteur des OPA également diversifié et en cours de structuration au niveau national (FENOP).
<p>Cameroun.</p> <p>Ministère de l'Agriculture.</p> <p>Baillleur de fonds : MFCAC-ASPPA-FER.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté du Ministère de l'Agriculture de développer l'offre des SFD vers l'agriculture. - Volonté du Ministère de l'Economie et des Finances de légiférer pour établir une réglementation des SFD. - Ces volontés faisaient suite aux recommandations d'un séminaire sur les SFD de 1995. - Acquérir une connaissance nationale du développement des SFD avant de légiférer. 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact des échecs du FONADER du CAC et des programmes de crédit au sein des filières (café, cacao) et des projets agricoles. - Forte demande de services financiers de la part de la population non bancarisée et fort développement de l'informel financier (tontines). - Fin de restructuration du secteur bancaire. - OPA en cours de relance (dispositions légales modifiées).
<p>T o g o.</p> <p>Ministère de Finances et des Privatisations.</p> <p>Baillleur de fonds : Banque Mondiale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Objectif de développer l'activité des IMF et d'améliorer l'offre de services financiers en faveur des populations non bancarisées, avec l'accent sur : <ul style="list-style-type: none"> ● le rôle de la FUCEC Togo ? ● les banquiers ambulants. ● l'accès aux ressources. ● les articulations entre les marchés financiers. - Définir une politique nationale et un plan d'actions à MT pour lever les contraintes identifiées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Troubles politiques depuis 1991 et contexte politique incertain à la veille des élections de juin 1998. - Absence d'investissements extérieurs du à l'incertitude. - Contexte d'ajustement et restructuration du secteur financier avec le PASFI (banques, assurances etc), de privatisation des entreprises publiques. - Faiblesse de l'épargne (ménages).

LE CONTEXTE DU TOGO EST CELUI DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL, AVEC LE PASFI (RESTRUCTURATION DU SECTEUR FINANCIER) ET LE PAREP (PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES). C'EST CE CONTEXTE QUI PERMET D'INTÉGRER DANS UN BLOC D'ÉTUDES DU SECTEUR FINANCIER (BANQUES, ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSURANCES) UNE ÉTUDE DES "SYSTÈMES FINANCIERS INFORMELS" (TITRE DES TERMES DE RÉFÉRENCES)⁵ AVEC POUR ORIGINALITÉ L'IDÉE DE VOIR LES ARTICULATIONS POSSIBLES ENTRE LE SECTEUR FINANCIER CLASSIQUE, LES IMF ET LE SECTEUR FINANCIER INFORMEL (BANQUIERS AMBULANTS). LE PILOTAGE EN EST ASSURÉ PAR LE MFP (MINISTÈRE DES FINANCES ET DES PRIVATISATIONS) QUI METTRA L'ACCENT SUR LA LEVÉE DES CONTRAINTES INSTITUTIONNELLES ET L'OBJECTIF CLAIREMENT POSÉ DE DÉFINIR UNE POLITIQUE NATIONALE ET UN PLAN D'ACTIONS A MT.

- **MAIS IL N'Y A PAS DE POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE CONSTATÉE LORS DE CES ÉTUDES.**

LES TROIS PAYS MONTRENT QU'IL N'Y A PAS DE POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ÉTABLIE AU MOMENT DES ÉTUDES. POUR LES AUTRES SECTEURS IL N'APPARAÎT PAS NON PLUS QU'IL Y AIT UNE POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, NI DE POLITIQUE DE L'EMPLOI, AU DELÀ DES DISCOURS AFFICHANT DE GRANDS PRINCIPES (L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE, LES RÉHABILITATIONS DE CERTAINS SECTEURS ÉCONOMIQUES, LES RESTRUCTURATIONS ET LES PRIVATISATIONS ETC...). UNE PARTIE DE CES DISCOURS EST D'AILLEURS NOTABLEMENT EN DÉCALAGE AVEC LA PRATIQUE RÉELLE.

DANS LES FAITS, CE QUE L'ON OBSERVE, C'EST QUE LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT VENANT DE L'EXTÉRIEUR TIENNENT LIEU DE "POLITIQUES SUBIES" D'AVANTAGE "QU'ADMINISTRÉES PAR CONVICTION" PAR LES PAYS CONCERNÉS.

22 La réalisation de ces études révèle à l'origine la volonté des bailleurs de fonds, rarement des institutions nationales.

- **L'INITIATIVE DES BAILLEURS DE FONDS NE RENCONTRE PAS LA VOLONTÉ DES INSTITUTIONS DES PAYS VISÉS.**

LES INSTITUTIONS NATIONALES, NOTAMMENT LES ADMINISTRATIONS, PARAÎSENT SUBIR LES EXIGENCES DES BAILLEURS DE FONDS, ELLES NE LES REPRENNENT PAS POUR LEUR DONNER UNE IMPULSION. LE CAMEROUN EST SANS DOUTE LE CAS RARE QUI FAIT EXCEPTION EN RAISON D'UNE DYNAMIQUE PARTICULIÈRE (ÉMERGENCE PAR LA QUESTION DU CADRE RÉGLEMENTAIRE), AVEC LE CONSTAT QUE LE TRAVAIL MOTEUR EST ASSURÉ POUR L'ESSENTIEL PAR UN AT DE L'AIDE FRANÇAISE. LES BAILLEURS DE FONDS ONT UNE CERTAINE VISION DE CE QUE DOIT ÊTRE UNE POLITIQUE NATIONALE DE LA MICROFINANCE QUE LES PAYS CONCERNÉS N'ONT PAS.

⁵ IRAM-SAFECO - Politique nationale et plan d'actions pour le développement de la microfinance. Avril 1998, 181 p.

③ LE NOUVEAU PAYSAGE DE LA MICROFINANCE ET LA DIVERSIFICATION DES IMF.

31 Les nouveaux acteurs de la microfinance.

- LEUR APPARITION EST SURTOUT LA CONSÉQUENCE D'UNE MÉDIATISATION DE LA MICROFINANCE ET DES RESTRUCTURATIONS BANCAIRES.**

AU CAMEROUN, LE SECTEUR DES "COOPEC D'AFFAIRES" ESSENTIELLEMENT URBAINES (MAIS AVEC DES "AGENCES" OU "FILIALES" EN SECTEUR RURAL) RÉVÈLE UN BESOIN DE SERVICES FINANCIERS DES POPULATIONS À FAIBLES REVENUS ET ILLUSTRE LA DOUBLE STRATÉGIE DES EX BANQUIERS (DÉFLATÉS DU SECTEUR BANCAIRE) PROMOTEURS DE CELLES-CI POUR SE CRÉER UN EMPLOI ET "CAPTER" L'ÉPARGNE. MALHEUREUSEMENT LA FONCTION DE COLLECTE DE L'ÉPARGNE N'EST PAS ÉQUILBRÉE PAR UNE FONCTION DE CRÉDIT QUI RENTABILISE LA COOPEC, LA MAUVAISE GESTION EST SOUVENT PRÉSENTE (ABSENCE DE RIGUEUR ET D'ÉTATS FINANCIERS, GESTION PERSONNALISÉE, LE DIRIGEANT ÉTANT SEUL DÉTENTEUR DES COMPTES), LES DOMICILIATIONS DES SALAIRES FAITES À L'INSU DES SALARIÉS (AVEC DES COMPLICITÉS AU MINEFI) ETC. MAIS, SANS DOUTE QUELQUES ACTEURS SÉRIEUX ÉMERGERONT FACE À UN MARCHÉ URBAIN AVEC UNE FORTE DEMANDE.

AU NIGER, LA COOPEC TAIMAKO RELÈVE D'UNE GENÈSE COMPARABLE, AVEC APPAREMMENT UNE BONNE GESTION. IL FAUDRA EN OBSERVER L'ÉVOLUTION.

- LES PRÉMICES DE L'INTÉRÊT DU SECTEUR BANCAIRE POUR LA MICROFINANCE AVEC LE CAS DU TOGO.**

AU TOGO, LA BNI S'EST LANCÉE RÉCEMMENT DANS UNE STRATÉGIE DE REFINANCEMENT DES OP AVEC DES PREMIERS RÉSULTATS ENCOURAGEANTS (100 % DE REMBOURSEMENT) COMME TOUJOURS DANS LES DÉBUTS. L'ENTHOUSIASME DE LA BNI PARAÎT CEPENDANT INQUIÉTANTE EN DÉVELOPPANT UN DISCOURS SELON LEQUEL IL NE PEUT Y AVOIR PRISE DE GARANTIES PUISQUE LES OP N'EN ONT PAS ET QUE SEULE FONCTIONNE LA CAUTION SOLIDAIRE !... JUSQU'À QUAND ?

UNE AUTRE, ECOBANK, VEUT INTERVENIR DANS LE REFINANCEMENT D'IMF, UN PREMIER DOSSIER PRÉSENTÉ PAR WAGES (CRÉDIT AUX FEMMES DES MARCHÉS URBAINS) A ÉTÉ INSTRUIT SANS ABOUTIR (WAGES A FINALEMENT CONCLU AVEC LA BOAD EN RAISON D'UN COÛT DE RESSOURCE MOINS CHER LIÉ AU PUFSS).

32 La typologie des IMF, un essai de représentation ordonnée de leur diversité.

- LA TYPOLOGIE FAIT APPARAÎTRE UNE GRANDE DIVERSITÉ DES IMF.**


CETTE DIVERSITÉ SE MANIFESTE SELON L'ACCÈS À UN ÉVENTAIL LARGE OU RESTREINT DE CLIENTÈLE, SELON LA RELATION ÉTABLIE ENTRE ÉPARGNE ET CRÉDIT (PRÉALABLE DE L'UN OU L'AUTRE). DEUX FAMILLES D'INSPIRATION SONT CONSIDÉRÉES, LES COOPEC ET LE CRÉDIT SOLIDAIRE (CF. LE TABLEAU CI-APRÈS).

Tableau 3 - Typologie des institutions de microfinance

Groupe famille	Ouverture au public	Pays	Dénomination	Relation épargne/crédit	Rural	Urbain	Eléments de caractérisation	Institution d'appartenance
C O O P E C	Ouvert à toutes les catégories sociales	Burkina-Faso	CPEC - Caisses Populaires d'Epargne et Crédit	Epargne préalable au crédit	Oui	Oui	1 er réseau national en importance (appui DID).	Fédération des CPEC
		Cameroun	CCU Coopératives Crédit Union	Epargne préalable au crédit	Oui	Oui	1 er réseau national en importance.	CAMCUL - League des CCU
		Cameroun	Coopec d'affaires	Epargne préalable au crédit	Oui	Oui	Plutôt orienté vers l'urbain, avec des dév. vers le rural.	Emergence en cours d'associations de coopec.
		T o g o	CEC - Caisses d'épargne et de crédit	Epargne préalable au crédit	Oui	Oui	1 er réseau national en importance (salarié / urbain).	FUCEC - Fédération des Unions de CEC du Togo.
	Semi-ouvert certaines catégories sociales sont admises	Burkina-Faso (ruraux)	SEC - Sections d'Epargne et crédit	Pas de préalable d'épargne avant le crédit	Oui	Non	Réseau d'épargne et de crédit intégré au sein d'une O.P.	les SEC sont organisées en RSEC au sein de l'A.D.R.K.
		T o g o (ruraux)	CECAV Caisses d'Epargne et Crédit des Associations Villageoises	Pas de préalable d'épargne avant le crédit	Oui	Non	Réseau émergent à partir d'une O.P.	Fédération des CECAV du Togo.
	Ouvert à une seule catégorie sociale	Burkina-Faso (femmes)	Caisses Villageoises de la 4 è dimension	Pas de préalable d'épargne avant le crédit	Oui	Non	4 è niveau ajouté au réseau existant (appui : DID).	Fédération des CPEC du Burkina-Faso
		T o g o (femmes)	Mutuelles d'épargne et de crédit	Epargne préalable au crédit	Oui	Non	Réseau émergent (appui : SOCODEVI).	Pas de réseau établi (projet en cours)
	Ouvert au sein d'une entreprise	T o g o	Coopec de la BTB (Banque Togolaise de Développement)	Epargne préalable au crédit	Non	Oui	Etablie au sein de la Banque Togolaise de Développement.	Pas d'appartenance à un réseau.

Tableau 3 - Typologie des institutions de microfinance (suite)

Groupe Famille	Ouverture au public	Pays	Dénomination	Relation épargne/crédit	Rural	Urbain	Eléments de caractérisation	Institution d'appartenance
C R E D I T S O L I D A I R E	Ouvert à toutes la catégories sociales	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
	Semi-ouvert certaines catégories sociales sont admises	Burkina-Faso (ruraux)	PPPCR Projet de Promotion du Petit Crédit Rural	Accès au crédit avant l'épargne	Oui	Non	Réseau orienté vers le petit crédit aux populations rurales défavorisées	Réseau en cours d'institutionnalisation
		Togo (ruraux)	SYNORSEC - Synergie Nord-Sud pour l'Epargne et le Crédit.	Accès au crédit avant l'épargne	Oui	Non	Réplication de la Grameen Bank, suivi par Grameen Trust.	Pas de modèle institutionnel déterminé pour l'instant.
	Ouvert à une seule catégorie sociale	Togo (femmes)	WAGES - Women and Associations for Gain both Economic and Social	Epargne préalable au crédit	Non	Oui	Crédit solidaire adapté aux besoins des femmes des marchés urbains.	WAGES est établie sous le statut juridique d'ONG spécialisée en microfinance.
	Ouvert au sein d'une entreprise	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

 SMT10798WP.YF

33 L'absence d'intégration des marchés financiers.

- **L'OBSERVATION MONTRE DANS LES TROIS PAYS QUE LES DIVERS MARCHÉS FINANCIERS COEXISTENT ET RESTENT LARGEMENT LIÉS À LEURS CLIENTÈLES RESPECTIVES, MAIS SANS RELATIONS ENTRE EUX.**

L'ABSENCE DE L'ARTICULATION DES MARCHÉS FINANCIERS ENTRE-EUX EST UN FACTEUR DE RÉDUCTION DE LEUR EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE, NOTAMMENT FAUTE D'UNE FLUIDITÉ PERMETTANT DE PARVENIR À L'ALLOCATION OPTIMALE DES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR REPENDRE À LA DEMANDE DES DIVERS PUBLICS.

LE TABLEAU CI-APRÈS PERMET DE REPRÉSENTER LES RAPPORTS ENTRE LES 3 MARCHÉS FINANCIERS ET ILLUSTRE BIEN L'ABSENCE OU LA FAIBLESSE DES LIAISONS ENTRE CEUX-CI.

Tableau 4 - **Représentation des cas d'articulations entre les marchés financiers.**

P a y s	Secteur Informel et IMF	Banques et IMF	Secteur Informel et banques
Burkina-Faso	- Néant	- PPPCR et CNCA - Réseaux CVECA et CNCA	- Fédération des tontines de Nouna et CNCA
	- Liaison inexistante.	- Liaison faiblement développée.	- Liaison faiblement développée.
Cameroun	- Dépôts des tontines auprès de certains IMF.	- Néant. - projet de liaison BICEC-PPCRD en discussion.	- Dépôts des tontines auprès des banques.
	- Ampleur de la liaison indéterminée.	- Liaison inexistante.	- Ampleur de la liaison indéterminée.
T o g o	- Dépôts de certains banquiers ambulants auprès de coopec de la FUCEC	- Refinancement de la BOAD (ressources PUFs) à WAGES.	- Dépôts de 26 % des banquiers ambulants auprès des banques.
	- Liaison faiblement développée.	- Liaison faiblement développée.	- Liaison faiblement développée.

34 Les faiblesses révélées par les IMF.

□ LES IMF LES PLUS ANCIENS SONT ÉGALEMENT LES MOINS NOVATEURS.

DANS LES TROIS PAYS ÉTUDIÉS, DEUX AU MOINS (CAMEROUN ET TOGO) PERMETTENT DE VÉRIFIER UNE "LOI DE LA NATURE DES IMF" C'EST LEUR GRANDE INERTIE FACE AU CHANGEMENT, LEUR INCAPACITÉ À SE REMETTRE EN CAUSE, A DÉFINIR DES STRATÉGIES NOUVELLES POUR S'ADAPTER AUX ÉVOLUTIONS DE LEURS CLIENTÈLES OU DE LEURS ENVIRONNEMENTS ET À ÊTRE NOVATEURS. ON PEUT D'AILLEURS CONSTATER QUE LEUR INERTIE EST DIRECTEMENT PROPORTIONNELLE À LEUR TAILLE.

AU CAMEROUN, LA CAMCCUL (1 ER RÉSEAU NATIONAL, CRÉÉ EN 1963, AVEC 296 CCU, 102.000 MEMBRES, 13,7 MILLIARDS D'ENCOURS D'ÉPARGNE ET 7,5 MILLIARDS D'ENCOURS DE CRÉDIT EN 1996), QUI A DE BON CHIFFRES DE CROISSANCE (+ 19 % DE CROISSANCE DE L'ÉPARGNE PAR AN SUR LA PÉRIODE 1969-1996), DÉGAGE UN RÉSULTAT POSITIF (103 % DE COUVERTURE DE SES CHARGES EN 1994) N'EST PAS PARVENU À FAIRE ÉVOLUER SA STRATÉGIE (27 % D'IMPAYÉS EN 1994, DONT 20 % DE PLUS DE 6 MOIS, TAILLE TROP GRANDE DE CERTAINES CAISSES, CONCENTRATION DANS LE PAYS BAMILÉKÉ AVEC 85 % DE L'ÉPARGNE DANS DEUX PROVINCES ANGLOPHONES, PRODUITS FINANCIERS D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT CLASSIQUES PRILÉGIANT LA COUVERTURE DU RISQUE-CRÉDIT ETC).

AU Togo, LA FUCEC (1 ER RÉSEAU NATIONAL, CRÉÉ EN 1972, IL A 178 COOPEC, 74.000 MEMBRES, 7,3 MILLIARDS CFA D'ENCOURS D'ÉPARGNE ET 4,3 MILLIARDS CFA D'ENCOURS DE CRÉDIT EN 1996). CE RÉSEAU CONNAÎT UNE BONNE PROGRESSION (+ 27 % ET + 26 % DES MEMBRES EN 1995 ET 1996, + 36 % + 45 % ET + 33 % DE L'ÉPARGNE EN 1994 - 1995 - 1996), S'EST BIEN SORTI DE LA CRISE SOCIO-POLITIQUE DE 1991 (NON REMBOURSEMENTS DE CRÉDIT JUSQU'À 50 % EN 1993 ET REMONTÉE ENSUITE À 28 % EN 1994 PUIS 18 % EN 1995). IL MONTRE BIEN LE FRAGILITÉ DES ACQUIS DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER (RÉSULTATS DE LA COUVERTURE DES CHARGES PAR LES PRODUITS DE 124 % EN 1994, 115 % EN 1995, 111 % EN 1996)⁶, UNE PROGRESSION INQUIÉTANTE DE SES PROVISIONS POUR MAUVAISES CRÉANCES (+ 104 % EN 1995 ET + 54 % EN 1996 QUI POURRAIENT ÊTRE LIÉES AU RETARDS DE PAIEMENT DES PRODUCTEURS DE LA FILIÈRE CAFÉ-CACAO). LES QUELQUES BONS RÉSULTATS NE PEUVENT MASQUER LES QUESTIONS PENDANTES SUR LA STRATÉGIE INTERNE DE DÉVELOPPEMENT QUI RESTE FIGÉE (PRIORITÉ À LA COUVERTURE DES CRÉDITS PAR DES SÉCURITÉS CLASSIQUES, PAS D'INNOVATIONS, PAS D'AUDIT COMPTABLE EXTERNE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, ABSENCE DE TRANSPARENCE DE LA GESTION INTERNE, PERSONNALISATION DE LA GESTION ETC).

⁶ Des observateurs informés indiquent qu'il faut prendre ces chiffres, déclarés par la FUCEC, avec prudence car ils seraient sujet à caution.

AU BURKINA-FASO, LA FÉDÉRATION DES CPEC (EX RCPB) EST LE 1^{ER} RÉSEAU NATIONAL DU PAYS, IL COMPTAIT 93.317 MEMBRES, 4,7 MILLIARDS CFA D'ENCOURS D'ÉPARGNE ET 2 MILLIARDS CFA D'OCTROIS DE CRÉDITS EN 1995. UN ASPECT NOVATEUR À L'ACTIF DE CE RÉSEAU C'EST D'AVOIR CONÇU ET MIS EN OEUVRE UNE FORME DE DÉCENTRALISATION EN DESSOUS DE SES CPEC, AVEC LES "CAISSES VILLAGEOISES DE LA 4^È DIMENSION" DESTINÉES AUX FEMMES, CE QUI VA LE FAIRE PASSER D'UNE SITUATION DE SURLIQUIDITÉ À UNE SITUATION DE SOUS-LIQUIDITÉ EN 4 ANS. MALHEUREUSEMENT, IL N'EST PAS POSSIBLE D'AVOIR UNE ANALYSE D'ENSEMBLE DE CE RÉSEAU, FAUTE D'INFORMATION RÉSULTANT DE SA PRATIQUE D'UNE "EXCESSIVE CONFIDENTIALITE".

LE FACTEUR ISOLEMENT ET L'INSUFFISANCE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION UTILE EST LA PREMIÈRE CONTRAINTE.

ENTRE LES GRANDES ET LES PETITES IMF LA DIFFÉRENCE IMPORTANTE DANS L'ACCÈS À L'INFORMATION, LES PETITES IMF SITUÉES À L'INTÉRIEUR DU PAYS SONT LES PLUS ISOLÉES. OR, CELA A POUR CAUSE L'ÉLOIGNEMENT DES LIEUX DE L'INFORMATION (RÉUNIONS, SÉMINAIRES ET FORUMS) QUI N'EST ACCESSIBLE QUE DANS LES CAPITALES ET PARFOIS LES PAYS VOISINS, ENTRAÎNANT L'EXCLUSION (DISTANCE PAR RAPPORT À LA CAPITALE ET COÛTS DE DÉPLACEMENT). L'EFFET DIRECT EN RÉSULTANT C'EST L'IMPACT NÉGATIF SUR LEUR DÉVELOPPEMENT PAR DÉFAUT D'ACCÈS AUX IDÉES NOVATRICES, STRATÉGIES, MÉTHODES ET OUTILS.

L'INTÉRÊT ET LA CAPACITÉ D'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE COHÉRENTE DE DÉVELOPPEMENT EST UNE DIFFICULTÉ MAJEURE.

LA FAIBLESSE AU NIVEAU DES MÉTHODES ET DES OUTILS DE DÉVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE EST COMMUNE. DES PROJETS DE MICROFINANCE, Y COMPRIS AVEC UN OBJECTIF INSTITUTIONNEL, SONT ENGAGÉS SANS QUE NE SOIENT MIS EN PLACE LES ÉLÉMENTS DE BASE D'UNE STRATÉGIE COHÉRENTE, DES OUTILS ET MÉTHODES SERVANT L'ACTION (PAS D'OBJECTIFS À CT - MT & LT, PAS DE PLAN DE DÉVELOPPEMENT, PAS DE PLAN DE FORMATION, PAS D'OUTIL DE GESTION, PAS DE FONCTION DE CONTRÔLE INTERNE, PAS D'AUDIT COMPTABLE EXTERNE ETC..). CE QUI EST GRAVE C'EST LORSQUE QUE L'ON CONSTATE L'ABSENCE DE L'UN OU PLUSIEURS DE CES ÉLÉMENTS CARACTÉRISE AUSSI DES IMF ANCIENS ET DE GRANDE TAILLE !...

LE FAIBLE NIVEAU DE L'ACTION COLLECTIVE DES IMF.

L'ACTION COLLECTIVE INTER IMF EST PEU DÉVELOPPÉE, LES HABITUELS "DÉMONS" LIES AUX "MANIES DU SECRET, DE LA CONFIDENTIALITE ET PARFOIS DE LA PERSONNALISATION DE LA GESTION" SONT ENCORE LARGEMENT DOMINANTS. LEUR EFFET NÉGATIF PRINCIPAL EST SURTOUT UNE TENDANCE DES DIRIGEANTS À CROIRE QU'ILS SONT BIEN SÛR LES MEILLEURS, CE QUI EXCLUT DE LEUR VISION TOUT INTÉRÊT À VOIR OU ÉCHANGER SUR CE QUE FONT LES VOISINS.

CEPENDANT, IL NE FAUT PAS DÉSESPÉRER, LES PRÉMICES D'UNE ACTION COLLECTIVE SONT LÀ, OU TOUT AU MOINS QUELQUES STRUCTURES APPARAISSENT AVEC DES CONTENUS SOUVENT NON ENCORE DÉFINIS (CF. LE TABLEAU CI-APRÈS).

Tableau 5 - L'émergence de quelques associations professionnelles.

P a y s	Association	Famille	Création	Objectifs visés
Burkina-Faso	Aucune	-	-	-
Cameroun	ACIM-R	Inter IMF	1997	Non définis
	APEM	Coopec	1998	Indéfinis
T o g o	ALAFIA	Inter IMF	1997	Echanges d'idées Savoir & savoir-faire Financement des MPE Interface entre IMF et l'Etat

□ L'ACCÈS À DES RESSOURCES POUR LE REFINANCEMENT DU CRÉDIT EST UNE LIMITATION MAJEURE A LEVER.

- **LE MANQUE DE RESSOURCES POUR ASSURER LE REFINANCEMENT DES CRÉDITS EST QUASI GÉNÉRALISÉ.**

SAUF DANS LES LOGIQUES CLASSIQUES DES COOPEC DU CAMEROUN ET DU TOGO (CAMCCUL ET EUGECE), LE FÉDÉRATION CPEC (BURKINA-FASO) FAISANT EXCEPTION, LA DEMANDE DE RESSOURCES DE LA PART DES IMF EST IMPORTANTE EN RAISON DU FAIT QUE L'ÉPARGNE COLLECTÉE EST LARGEMENT INSUFFISANTE POUR RÉPONDRE À LA DEMANDE DE LA CLIENTÈLE. CECI EN RAISON DE MODIFICATION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES (CRISE ÉCONOMIQUE, DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU TRAVAIL, DIMINUTION DES RÉMUNÉRATIONS ET DU POUVOIR D'ACHAT, DÉVALUATION DE LA MONNAIE CFA).

- **LA NON ARTICULATION DES MARCHÉS FINANCIERS NE PERMET PAS DE MOBILISER LES RESSOURCES UTILES POUR LE REFINANCEMENT.**

LE DÉFAUT D'ARTICULATION DE MARCHÉS FINANCIERS A POUR CONSÉQUENCE POUR LES IMF DE NE POUVOIR SE REFINANCER AUPRÈS DU SECTEUR BANCAIRE (MANQUE DE CONNAISSANCE DES CULTURES ET LOGIQUES FINANCIÈRES RÉCIPROQUES ET BIEN SÛR MÉFIANCE, ABSENCE DE GARANTIES, COÛT DES RESSOURCES ÉLEVÉ⁷ ETC). LES SECTEURS BANCAIRES DES ZONES MONÉTAIRES UEMOA ET CEMAC RESTERONT STRUCTURELLEMENT SURLIQUIDES PENDANT QUE LES IMF NE TROUVERONT LEURS RESSOURCES QU'AUPRÈS ET SELON LES BON VOULOIR DES BAILLEURS DE FONDS EXTÉRIEURS.

⁷ Généralement il est difficile de négocier à des coûts inférieurs à 8 % l'an avec les banques, souvent les taux observés sont de 9 à 11 %.

- **LA CHAÎNE DE MOBILISATION ET REDISTRIBUTION DES REFINANCEMENTS N'EXISTE PAS POUR ASSURER AVEC EFFICACITÉ LA CANALISATION DE L'OFFRE DE RESSOURCES ET RÉALISER L'ACCROISSEMENT DE L'OFFRE DE CRÉDITS.**

LA DISPONIBILITÉ ÉVENTUELLE DES RESSOURCES EN VOLUME SUFFISANT NE RÉGLERAIT PAS TOUT, CAR DANS LA PRATIQUE LES BANQUES NE POURRAIENT ÊTRE DES INTERMÉDIAIRES ADAPTÉS POUR CANALISER LES RESSOURCES (LOURDEUR DES PROCÉDURES D'INSTRUCTION DES DOSSIERS ET DONC DES DÉLAIS D'OCTROIS, COÛT DES RESSOURCES DISSUASIF). C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE, AU TOGO, **LA BANQUE MONDIALE, VOUDRAIT FAIRE DE LA FUCEC L'INTERMÉDIAIRE ENTRE LE SECTEUR BANCAIRE ET LES IMF DE TAILLE INFÉRIEURE AINSI QUE LES OP** (SI LES ÉTUDES PRÉVUES CONFIRMAIENT UNE TELLE CAPACITÉ DE LA FUCEC)⁸.

- **LES CAPACITÉS D'ABSORPTION D'UN ENCOURS DE CRÉDIT EN CROISSANCE RAPIDE SONT HYPOTHÉTIQUES TOUT COMME LA MAÎTRISE DE LA GESTION DU CRÉDIT DES ACTEURS TELS QUE CERTAINES DES OP.**

S'IL Y A DES ACTIONS DE REFINANCEMENT PAR LES IMF DES OP EN COURS QUI PARAISSENT PORTEUSES, ELLES SUSCITENT CEPENDANT AUSSI DES INQUIÉTUDES. LE CAS ILLUSTRATIF EST CELUI DE LA FÉDÉRATION DE GROUPEMENTS FÉMININS ODJOUGBO (ATAKPAMÉ AU TOGO) QUI EST REFINANCÉE POUR LA SECONDE ANNÉE CONSÉCUTIVE PAR LA FUCEC (30 MILLIONS CFA EN 1996 ET 100 MILLIONS CFA EN 1997) AVEC LA QUESTION DE D'AVOIR À PARTIR DE QUEL VOLUME DE REFINANCEMENT ODJOUGBO ATTEINT SA LIMITE DE CAPACITÉ DE GESTION. CE CONSTAT CONCERNE DE NOMBREUSES OP.

CE QUI EST REGRETTABLE, C'EST DE VOIR SE REPRODUIRE LES MÊMES DISCOURS STÉRILES CRITIQUES DES OP ENVERS LES IMF QUI NE VEULENT PAS LES REFINANCER ET DES IMF QUI REPROCHENT AUX OP LEURS INSUFFISANCES DE GESTION. OÙ SONT LES INDISPENSABLES CENTRES DE GESTION RURALES ?

- **LA DÉCISION DE REFINANCEMENT DE LA PART D'UN IMF N'OBÉIT PAS UNIQUEMENT À DES CRITÈRES DE RATIONALITÉ, LE FACTEUR CULTUREL ET LA RELATION SOCIALE SONT PARFOIS LES DÉTERMINANTS DE LA DÉCISION.**

LE CAS DE LA FUCEC AU TOGO MONTRE QUE LA DÉCISION DE REFINANCEMENT TIENT D'AVANTAGE AUX RELATIONS INTERPERSONNELLES DES DIRIGEANTS EN PRÉSENCE QU'À DES FACTEURS RATIONNELS (CITÉ PAR PLUSIEURS IMF BÉNÉFICIAIRES). IL SEMBLE BIEN QUE LES RELATIONS CONSTITUENT LE FACTEUR DÉCISIF.

IL SERAIT INTÉRESSANT D'ANALYSER LES DOSSIERS DE DEMANDE DE REFINANCEMENT POUR VOIR SI LE PRÉCÉDENT FACTEUR INFLUE SUR LEUR QUALITÉ.

⁸ En 1996, la FUCEC du Togo était la première institution en volume de refinancement accordés à des IMF et des OP avec 800 millions cfa.

- L'ABSENCE DE STRATÉGIE POUR SE Doter À TERME DE GARANTIES DE MANIÈRE AUTONOME TANT AU NIVEAU DES IMF QUE DES OP RESTE UNE FAIBLESSE MAJEURE.

CE QUI EST EN CAUSE C'EST L'ABSENCE D'UNE VISION D'AUTONOMIE ET DE LA RECHERCHE DE MOYENS POUR Y PARVENIR. RARES SONT LES IMF QUI PEUVENT PAR ELLES-MÊMES CONSTITUER UN DOSSIER BANCABLE POUR OBTENIR UN REFINANCEMENT AUPRÈS D'UNE BANQUE. LA QUESTION DES COÛTS DISSUASIFS DES RESSOURCES AUPRÈS DES BANQUES N'EXPLIQUE PAS TOUT.

LE RÉFLEXE EST SOUVENT DE RAISONNER A COURT TERME PAR DES DISPOSITIFS ARTIFICIELS (FONDS DE GARANTIE, SUBVENTION EXTERNE, SOCIÉTÉS DE CAUTION MUTUELLES QUI SERAIENT LES PLUS VERTUEUSES MAIS DONT ON NE VOIT PAS DE PROJETS ABOUTIS). IL N'Y A GÉNÉRALEMENT PAS DE QUESTIONNEMENT VISANT À DÉFINIR UNE STRATÉGIE À MT-LT POUR DÉVELOPPER DES GARANTIES INTERNES AVEC L'OBJECTIF DE L'AUTONOMIE.

CE QU'IL FAUT ESPÉRER, C'EST QUE LA RIGUEUR DE GESTION QUE VA IMPULSER LA MISE EN APPLICATION DE LA LOI SUR LES IMEC (PROJET AARCEC) PAR L'OBLIGATION DE PRODUIRE DES ÉTATS FINANCIERS RIGoureux⁹, PERMETTRA DE CONSTITUER DES CAPITAUX PROPRES ET FONDS DE RÉSERVES QUI POURRONT ATTEINDRE UN VOLUME SUFFISANT POUR DONNER UNE CRÉDIBILITÉ ET UNE CAPACITÉ DE NÉGOCIATION AUTONOME DES IMF FACE AUX INSTITUTIONS DE REFINANCEMENT.

⁹ BCEAO - Instructions pour la production des états financiers par les SFD. Mars 1998.

4 DES PLANS D' ACTIONS A MOYEN TERME AMBITIEUX ET JUSTIFIÉS.

41 Les contenus des actions forment un ensemble cohérent.

- CERTAINES DES ACTIONS PROPOSÉES SONT LIÉES ENTRE ELLES, LA MISE EN OEUVRE DE L'UNE SANS L'AUTRE N'AURA PAS LE MÊME IMPACT.**

QUELQUES EXEMPLES PARMIS D'AUTRES POUR ILLUSTRER :

- **L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES IMEC** AURA DAVANTAGE D'IMPACT ET D'EFFICACITÉ S'IL Y A MISE EN OEUVRE DE LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE LA MICROFINANCE ET RÉCIPROQUEMENT BIEN SÛR.
- **UNE POLITIQUE EFFICACE DE FORMATION INTERNE AUX IMF** RENVOIT À LA PRISE EN COMPTE DES INDICATEURS STATISTIQUES DE GESTION, AU PRÉALABLE D'UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT À MT ("PLAN D'AFFAIRES" POUR LE CGAP), AUX RECHERCHES ET ENQUÊTES AUPRÈS DES MEMBRES, AUX STRATÉGIES DE COMMUNICATION, CAPITALISATION, ÉCHANGE ETC.

LA QUESTION LA PLUS DIFFICILE À RÉSOUDRE EST SANS DOUTE CELLE DU POIDS RESPECTIF DES RESSOURCES FINANCIÈRES À ALLOUER À CHACUNE DES ACTIONS.

42 Ils ne répondent cependant pas à toutes les questions.

- ON NE PEUT À LA FOIS REPRÉSENTER UNE PROBLÉMATIQUE NATIONALE DE LA MICROFINANCE, IDENTIFIER ET ANALYSER LES GRANDS OBJECTIFS (LES ACTIONS PROPOSÉES), LES VALIDER (SÉMINAIRES NATIONAUX DE RESTITUTION) ET AVOIR EN MÊME TEMPS UNE VISION DÉTAILLÉE DES PROBLÉMATIQUES RÉGIONALES ET LOCALES (QUI DEMANDENT DES DURÉES D'ÉTUDES ET DES MOYENS SUPPLÉMENTAIRES).**

DES INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES SERONT NÉCESSAIRES POUR ALLER PLUS LOIN DANS UNE ANALYSE DÉTAILLÉE ET SERVIR L'ACTION ULTÉRIEURE (RÉALISATION DES ACTIONS DU PLAN). PAR EXEMPLE LES RÉSULTATS DES ÉTUDES RÉVÈLENT QUE L'ANALYSE DE LA RÉPARTITION SPATIALE DES IMF ÉTAIT FAUSSÉE PAR LE NIVEAU GÉOGRAPHIQUE GROSSIER CONSIDÉRÉ (AU BURKINA-FASO LES 30 PROVINCES, AU CAMEROUN LES 10 PROVINCES, AU TOGO LES 5 RÉGIONS). DANS LE MÊME ENSEMBLE ADMINISTRATIF IL Y A DES CONCENTRATIONS LOCALISÉES ET DE VASTES AIRES VIDES. AUTRE EXEMPLE, AU CAMEROUN, LE PROBLÈME DE SÉCURITÉ DES ÉPARGNANTS EST CRUCIAL DANS LES COOPEC D'AFFAIRES, MAIS SANS UNE ANALYSE FINANCIÈRE DE CHACUNE, IL EST IMPOSSIBLE DE SAVOIR L'AMPLEUR EXACTE DU RISQUE (QUELLES SONT LES BONNES COOPEC D'AFFAIRES, LEUR NOMBRE RÉEL ET LEUR LOCALISATION). POUR ENGAGER L'ACTION 10 : MISE EN PLACE D'UN PROJET D'APPUI AUX COOPEC D'AFFAIRES, IL A FALLU ALORS ENVISAGER UNE APPROCHE PAR UN PETIT PROJET PILOTE QUI FERA CE TRAVAIL PRÉALABLE.

Tableau 6 - Comparaison des plans d'actions nationaux (Burkina-Faso, Cameroun et Togo)

Burkina-Faso	Cameroun	Togo
<ul style="list-style-type: none"> ▫ Action 1 : Définition progressive d'une politique de financement du monde rural s'insérant dans la politique nationale de développement rural. ▫ Action 2 : Appuyer l'émergence d'un groupe de SFD pouvant évoluer par la suite vers une Association Professionnelle (AP-SFD) comme moyen de dialogue - concertation et d'auto-régulation inter-SFD. ▫ Action 3 : Parvenir à un cadre réglementaire global qui prenne en compte les problématiques spécifiques et la diversité des SFD pour faciliter leur développement. ▫ Action 4 : Accompagnement du développement-renforcement et de la consolidation des SFD. ▫ Action 5 : Extension des interventions des SFD, notamment dans les zones géographiques faiblement touchées. ▫ Action 6 : Identification et mise en oeuvre de solutions pour les SFD en crise ou en difficultés. ▫ Action 7 : Accès au refinancement auprès du secteur bancaire national (CNCA, Banques Commerciales). ▫ Action 8 : Renforcer la formation dans les SFD comme moyen de maîtrise de la gestion interne et de leur développement. ▫ Action 9 : Information du public (communication, capitalisation et publications). ▫ Action 10 : Recherches opérationnelles sur les clientèles, les produits financiers offerts au monde rural et leur impact par les institutions (SFD, CNCA). ▫ Action 11 : Création de centrales de risques et impayés de crédit. ▫ Action 12 : Capitaliser les expériences de financement basées sur la subvention et le co-financement d'investissements à rentabilité différée. ▫ Action 13 : Réalisation d'études d'intérêt général pour le soutien au développement des institutions de financement (SFD, CNCA). ▫ Action 14 : Articulation avec les autres plans d'actions. 	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Action 1 : Définition, mise en place et application d'un cadre réglementaire adapté aux SFD. ▫ Action 2 : Définition et application d'un dispositif réglementaire transitoire pour les SFD. ▫ Action 3 : Soutien et accompagnement à la définition de cadres réglementaires sur les SFD et à leur mise en application. ▫ Action 4 : Développement des SFD dans les zones géographiques faiblement touchées. ▫ Action 5 : Mise en place d'un Comité National du Microcrédit et de l'Épargne. ▫ Action 6 : Mise en place d'Associations Professionnelles de SFD. ▫ Action 7 : Soutien à la réalisation de recherches sur le développement, l'impact des SFD et des services financiers qu'ils offrent à leurs clientèles. ▫ Action 8 : Stratégie de mise en exécution par les SFD, des fonctions de crédit des projets et ONG soutenus par l'aide extérieure. ▫ Action 9 : Développement de l'accès des OP aux fonctions d'épargne et de crédit et articulation avec les SFD. ▫ Action 10 : Mise en place d'un projet d'appui au développement des coopec urbaines. ▫ Action 11 : Remise à la disposition de CAMCCUL du solde de ses créances gelées auprès du secteur bancaire et création de son organe financier central. 	<ul style="list-style-type: none"> ▫ Action 1 : Définition progressive d'une politique nationale de développement des services financiers, s'intégrant dans la politique de développement économique. ▫ Action 2 : Mise en oeuvre de mesures d'accompagnement de la loi n°95-014 sur les institutions mutualistes. ▫ Action 3 : Renforcement du professionnalisme dans la gestion des SFD, pour qu'ils deviennent des institutions efficaces. ▫ Action 4 : Développement de la réflexion-concertation entre les SFD, sur leurs activités. ▫ Action 5 : Mise en place, par les SFD, d'associations professionnelles représentatives. ▫ Action 6 : Soutien aux recherches sur les SFD, leurs services financiers et leur environnement d'insertion. ▫ Action 7 : Renforcement de la formation comme moyen pour acquérir les compétences nécessaires à la maîtrise de la gestion interne des SFD. ▫ Action 8 : Assurer le développement des SFD dans les zones rurales. ▫ Action 9 : Mise en exécution, par les SFD, des fonctions de crédit des projets et des ONG. ▫ Action 10 : Développement de l'articulation-complémentarité entre le OR et les SFD. ▫ Action 11 : Refinancement des SFD auprès du secteur bancaire national, pour accroître l'offre de microcrédit aux bénéficiaires finaux. ▫ Action 12 : Appuis institutionnels aux Banquiers Ambulants (tontiniers collecteurs). ▫ Action 13 : Soutien à la communication et la capitalisation-diffusion pour assurer la transparence de gestion. ▫ Action 14 : Adapter la fiscalité des SFD et la lier à la nature de l'activité.

SMN30898WP.YF

15

Note de synthèse

Politiques nationales de développement de la microfinance et plans d'actions à moyen terme

⑤ L'INTÉRÊT D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE LA MICROFINANCE.

51 La définition d'une politique de la microfinance doit mobiliser les acteurs.

- LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE DOIT MOBILISER DANS LA DURÉE TOUS LES ACTEURS CONCERNÉS DANS UN PROCESSUS DE CONCERTATION RÉFLEXION.**

UNE POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MICROFINANCE NE PEUT SE DÉFINIR PAR UNE ÉTUDE EXTERNE, ELLE SE CONSTRUIT AVEC LA PARTICIPATION DES ACTEURS CONCERNÉS (IMF, POUVOIRS PUBLICS, BANQUE CENTRALE, BANQUES, OPÉRATEURS D'APPUI SPÉCIALISÉS, BAILLEURS DE FONDS ETC) DANS LA DURÉE (SUR 2 À 3 ANS) EN VALORISANT LA CONNAISSANCE ET LES PROPOSITIONS DE CES ACTEURS (RÉUNIONS, FORUMS, SÉMINAIRES ETC). MAIS DES RÉSISTANCES APPARAISSENT DU CÔTÉ DES POUVOIRS PUBLICS, PARFOIS AUSSI DES BANQUES CENTRALES, HABITUÉS À DES RÉFLEXES NORMATIFS DU GENRE ON ÉTABLIT UN TEXTE ET ON CONSULTE ÉVENTUELLEMENT APRÈS (PARFOIS PAS DU TOUT).

IL SEMBLE CLAIR QUE LES IMF DOIVENT DÉVELOPPER UN RAPPORT DE FORCE ET DE NÉGOCIATION POUR IMPOSER D'ÊTRE ENTENDUES, CE QUI MÈNE DIRECTEMENT AU CONSTAT DE LA NÉCESSITÉ D'UNE ACTION COLLECTIVE DES IMF (ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES).

- LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE LA MICROFINANCE EST L'INDISPENSABLE COMPLÈMENT DE LA LOI PORTANT RÉGLEMENTATION DES IMEC.**

L'ACTUELLE LOI SUR LES IMEC N'A QUE PEU DE CHANCE D'ÊTRE APPLIQUÉE, AU DELÀ D'UN CERCLE DES IMF LES PLUS CONNUES ET VISIBLES, QUELS QUE SOIENT LES MOYENS MIS EN ŒUVRE (PROJET AARCEC, AUTRES CONTRIBUTIONS). CE QUI EST EN CAUSE, C'EST L'ABSENCE DE CAPACITÉ DES CELLULES NATIONALES CHARGÉES DE LA MISE EN APPLICATION DE CETTE LOI (MINISTÈRES DES FINANCES) À DÉLIVRER UNE INFORMATION PRÉCISE SUR CELLE-CI, À IDENTIFIER ET LOCALISER LES PETITS ET MOYENS IMF ET LES CONVAINCRE DE SE METTRE EN CONFORMITÉ AVEC CETTE LOI (CECI POUR ÉVITER QU'ILS NE POURSUIVENT DES ACTIONS DE PERTURBATION).

UN PROCESSUS DE DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE LA MICROFINANCE QUI SE CONSTRUIRAIT EN ASSOCIANT L'ENSEMBLE DES ACTEURS EST SUSCEPTIBLE DE TOUCHER LE PLUS GRAND NOMBRE D'IMF ET DE DIFFUSER UNE INFORMATION PERMETTANT UNE COMPRÉHENSION DES ENJEUX LIÉS À LA LOI CITÉE ET DE SON INTÉRÊT ET FACILITE LA MISE EN CONFORMITÉ DES IMF .

- **LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE EST UN FACTEUR DE PROGRESSION D'UNE RÉFLEXION STRATÉGIQUE UTILE POUR TOUS LES ACTEURS CONCERNÉS.**

LE PROCESSUS DE DÉFINITION D'UN POLITIQUE NATIONALE DE LA MICROFINANCE PERMET UN LARGE ÉCHANGE D'IDÉES, D'EXPÉRIENCES, DE PRATIQUES DE GESTION TESTÉES, D'HYPOTHÈSES DE SOLUTIONS AUX PROBLÈMES RENCONTRÉS. UNE RÉFLEXION COLLECTIVE SOUTENUE DANS LA DURÉE PERMET D'ABORDER LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT, LES OBJECTIFS VISÉS ET DE LES DIFFUSER CE QUI DEVRAIT APPORTER UNE ÉLÉVATION GLOBALE DU NIVEAU DES VISIONS STRATÉGIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET DES PRATIQUES DE GESTION LIÉES.

- **LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DOIT PERMETTRE D'ÉTABLIR DES COHÉRENCES ET DES RÉGULATIONS FAVORABLES AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DES IMF.**

LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE A POUR OBJECTIF ULTIME D'ADOPTER UN TEXTE DANS LEQUEL LES ACTEURS QUI L'ONT CONSTRUIT SE RECONNAISSENT, PRÉCISANT LES OBJECTIFS À ATTEINDRE (SUR LE MOYEN TERME, RÉVISABLE), LES MOYENS NÉCESSAIRES ET LEUR MOBILISATION, LE SUIVI DE SON APPLICATION ULTÉRIEURE.

LES COHÉRENCES ET RÉGULATIONS A ÉTABLIR SONT DIVERSES (DÉVELOPPEMENTS GÉOGRAPHIQUES, STRATÉGIES INSTITUTIONNELLES POUR RÉPONDRE À LA DIVERSITÉ DES BESOINS DES PUBLICS, EXCLUSION DES FONCTIONS DE CRÉDIT DES PROJETS ET ONG QUI N'ONT PAS D'OBJECTIF INSTITUTIONNEL DANS LE SECTEUR, INFORMATIONS RÉGULIÈRES ENTRE LES IMF INTERVENANTS DANS LES MÊMES AIRES GÉOGRAPHIQUES SUR LEURS DÉBITEURS RESPECTIFS POUR ÉVITER LES ENDETTEMENTS MULTIPLES, ETC...).

52 L'intérêt de ce type d'étude est de mettre en perspectives les besoins révélés par les observations et analyses.

- **LES BESOINS DE FORMATION POUR AMÉLIORER LA MAÎTRISE DES IMF PAR LES ACTEURS NATIONAUX.**

LE BESOIN DE FORMATION RESTE SANS DOUTE LE PREMIER LEVIER SUR LEQUEL IL FAUT AGIR SI L'ON VEUT QUE LA MICROFINANCE PROGRESSE (STRATÉGIES, OUTILS ET MÉTHODES). LE PROBLÈME ESSENTIEL QUI EST POSÉ EST CELUI DE L'ADÉQUATION DES BESOINS (DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PUBLICS DES IMF) FACE À UNE OFFRE DE FORMATION DISPERSÉE ET PEU COHÉRENTE OBÉISSANT DAVANTAGE À DES RÈGLES COMMERCIALES QU'AU CRITÈRE DE L'EFFICACITÉ.

L'ADÉQUATION ENTRE LA DEMANDE ET L'OFFRE RESTE ENCORE À RÉALISER.

- ❑ **LE BESOIN D'UN CADRE RÉGLEMENTAIRE (LOI SUR LES IMEC), MAIS SURTOUT CELUI D'ASSURER SON APPLICATION ET D'ÉTABLIR LES INDISPENSIBLES COHÉRENCES ET RÉGULATIONS DES DÉVELOPPEMENTS DE LA MICROFINANCE.**

L'IMPORTANT C'EST DE PARVENIR À L'APPLICATION DE LA LOI, D'OBTENIR DES IMF QU'ELLES SE METTENT EN CONFORMITÉ AVEC ELLE, CECI DANS L'OBJECTIF D'ALLER VERS UNE SÉCURITÉ DE GESTION ACCRUE (PROTECTION DES ÉPARGNANTS, RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL, CONTRÔLE INTERNE PERFORMANT, AUDIT EXTERNES ANNUELS) PERMETTANT D'ASSURER LA PÉRENNITÉ INSTITUTIONNELLE..

- ❑ **LE BESOIN DE RESSOURCES POUR LE REFINANCEMENT DES CRÉDITS.**

SANS RÉPONSE À CE BESOIN, IL NE PEUT Y AVOIR DE PROGRESSION PERMETTANT UN ACCROISSEMENT DE LA PÉNÉTRATION DES SERVICES FINANCIERS AUPRÈS DES POPULATIONS ET DES IMPACTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX SIGNIFICATIFS OBSERVABLES SUR LE TERRAIN.

L'ENJEU EST À LA FOIS DE POUVOIR RÉALISER DES RECHERCHES SUR LE TERRAIN POUR ÉTABLIR CES MESURES (TOUS LES BAILLEURS DE FONDS N'EN VOIENT PAS L'INTÉRÊT), MAIS SURTOUT DE MONTRER QUE LES SERVICES FINANCIERS APPORTENT DES CHANGEMENTS POSITIFS (ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX) AUX BÉNÉFICIAIRES, CE QUI EST LA FINALITÉ DE LA MICROFINANCE.

- ❑ **LE BESOIN D'UNE ARTICULATION ENTRE LES MARCHÉS FINANCIERS.**

CE TYPE DE BESOIN EST DIRECTEMENT LIÉ AU PRÉCÉDENT, SANS REMISE EN CAUSE DES SCHÉMAS ARTIFICIELS ACTUELS DE FINANCEMENTS EXTERNES (BAILLEURS DE FONDS), ON RESTERA DANS UNE SITUATION DE RARETÉ DES RESSOURCES. IL FAUT ÉTABLIR DES SOLUTIONS DURABLES PAR LES ARTICULATIONS ENTRE MARCHÉS SOUS-LIQUIDES ET MARCHÉS SURLIQUIDES (IMF/SECTEUR BANCAIRE, AUTRES ARTICULATIONS INSTITUTIONNELLES DURABLE).

53 L'intérêt est aussi de révéler l'ampleur des actions à réaliser pour avancer.

LA DISTORSION DE GRANDE AMPLEUR ENTRE LA DEMANDE DE SERVICES FINANCIERS ET L'OFFRE ACTUELLE (CF. LE FAIBLE TAUX DE PÉNÉTRATION) EST RÉVÉLATRICE DE L'IMPORTANCE DES ACTIONS QU'IL FAUT METTRE EN OEUVRE.

⑥ LES LIMITES DES POLITIQUES NATIONALES ET PLAN D' ACTIONS A MT.

61 L'intérêt d'avoir une politique de la microfinance reste une vision des bailleurs de fonds qui n'est pas intégrée par les pouvoirs publics nationaux.

- LES GENÈSES DES ÉTUDES DES POLITIQUES NATIONALES ET PLANS D' ACTIONS MONTRENT BIEN QUE, FACE À UN VIDE D' INITIATIVE DES POUVOIRS PUBLICS, L' IMPULSION VIEN DES BAILLEURS DE FONDS, PARC QU' IL N' Y A PAS DE VOLONTÉS NATIONALES DE FORMULATION DE POLITIQUE.

62 Et donc, conséquence directe, l'intérêt d'un plan d' actions à M.T. n'est au mieux perçu que comme un moyen d' attirer des financements externes.

- LES POUVOIRS PUBLICS EN SONT RÉDUITS À UNE STRATÉGIE DE "CAPTATION" DES AIDES DES BAILLEURS DE FONDS, ET, POUR Y ACCÉDER À ACCEPTER LES CONDITIONS QUI Y SONT LIÉES. CETTE DÉPENDANCE N' EST PAS FAVORABLE À LA FORMULATION DE POLITIQUES QUI DEVRAIENT ALORS ÉVOLUER AU GRÉ DES IDÉES, MODES, CONDITIONNALITÉS ET CONTRADICTIONS DES BAILLEURS DE FONDS.

63 Des avancées sont cependant possibles à l' initiative des pouvoirs publics ou des IMF s' ils en ont la volonté.

RÉACTIVATION DES CNC NATIONAUX.

LA MISE EN OEUVRE DES PROPOSITIONS DES ÉTUDES PEUVENT PERMETTRE DE RÉACTIVER DES STRUCTURES DE CONCERTATION EXISTANTES, TELS LES COMITÉS NATIONAUX DE CONCERTATION (CNC), MIS EN PLACE POUR ACCOMPAGNER LA RÉFLEXION SUR LA LOI PARMEC. CES CNC ASSOCIAIENT IMF, OPÉRATEURS DE LA PROMOTION DE CEUX-CI, POUVOIRS PUBLICS, BANQUE CENTRALE, BAILLEURS DE FONDS ET N' ONT PLUS D' ACTIVITÉ DEPUIS LA FINALISATION DE LA LOI. ILS PEUVENT ÊTRE FACILEMENT RÉACTIVÉS POUR COORDONNER LA MISE EN APPLICATION DES POLITIQUES NATIONALES ET PLANS D' ACTIONS À MT (C' EST LA PROPOSITION FAITE AU TOGO).

CRÉATION D' ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES D' IMF.

LA PROPOSITION FIGURE DANS DEUX ÉTUDES (BURKINA-FASO ET TOGO)¹⁰. ELLE DÉPENDS DES VOLONTÉS DES IMF ET PERMETTRAIT L' ÉTABLISSEMENT DE COHÉRENCES ET D' AUTO-RÉGULATIONS SANS L' INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS NI DE LA BANQUE CENTRALE, SI LES BESOINS EN SONT BIEN RESSENTIS PAR LES IMF (RÉFLEXION-CONCERTATION, LABEL DE

¹⁰ Dans le cas du Cameroun, il y a 2 associations professionnelles constituées l' ACIM-R (rural) et l' APEM (urbaine) dont il est difficile de présager les suites.

LA PROFESSION, GESTION DES DÉVELOPPEMENTS GÉOGRAPHIQUES, MISE EN PLACE D'OUTILS SIMPLES DE GESTION DES PORTEFEUILLES DE CLIENTÈLES POUR LE RISQUE-CRÉDIT ET LES IMPAYÉS, ETC).

7 EN GUISE DE CONCLUSION.

IL EST POSSIBLE DE TIRER UN CERTAIN NOMBRE D'ÉLÉMENTS DE CONCLUSION CARACTÉRISANT LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES DE LA MICROFINANCE ET LA L'INSERTION DE CELLES-CI AVEC LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (DÉVELOPPEMENT RURAL / AGRICOLE, DE L'EMPLOI ETC).

71 LES CONTEXTES NATIONAUX NE SONT PAS FAVORABLES À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES DE LA MICROFINANCE (IDÉE EXTERNE PORTÉE PAR LES BAILLEURS DE FONDS, ABSENCE DE POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUVANT ÊTRE DES LIEUX D'INSERTION, INERTIE DES POUVOIRS QUI NE RÉPONDENT QU'AUX "STIMULI" DE L'OFFRE DE FINANCEMENT DES BAILLEURS DE FONDS).

72 LA DIFFICULTÉ DE DÉPART EST D'ENGAGER UNE RÉFLEXION NATIONALE QUI SOIT VOULUE ET ACCOMPAGNÉE PAR LES POUVOIRS PUBLICS EN RAISON DE "FREINS" QUI LUI SONT INHÉRENTS (INCAPACITÉ DE DÉCISION DE L'ADMINISTRATION, ADMINISTRATION CULTURELLEMENT PEU HABITUÉE AUX PROCESSUS DE REFLEXION-CONCERTATION D'UN ENSEMBLE D'ACTEURS FACE AUQUEL ELLE PEUT CRAINDRE UNE PERTE DE SON POUVOIR OU DE SON CONTRÔLE DU PROCESSUS).

73 LES ÉTUDES RÉALISÉE ONT POUR PREMIER INTÉRÊT DE RÉVÉLER L'AMPLEUR DES BESOINS DE SERVICES RELEVANT DE LA MICROFINANCE (FAIBLE TAUX DE PÉNÉTRATION DES IMF, DEMANDE IMPORTANTE INSATISFAITE DES POPULATIONS NON BANCARISÉES) ET DONC LA NÉCESSITÉ D'AFFICHER DES OBJECTIFS AMBITIEUX.

74 LES CONTRAINTES LIÉES À L'ACCÈS À L'INFORMATION UTILE, À L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES, DE CAPACITÉ D'ÉLABORATION DE STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT, D'OUTILS ET DE MÉTHODES POUR L'ACTION SONT FORTES DANS LES IMF. ELLES CONDITIONNENT DIRECTEMENT LEUR DÉVELOPPEMENT.

75 LE FAIBLE ACCÈS AUX RESSOURCES FINANCIÈRES POUR AUGMENTER L'OFFRE DE CRÉDIT AUX BÉNÉFICIAIRES FINAUX EST UNE AUTRE CONTRAINTE DÉTERMINANTE (ABSENCE DE GARANTIES INTERNES AUX IMF, ABSENCE D'INTERMÉDIAIRES FINANCIERS ENTRE LE SECTEUR BANCAIRE ET LES IMF, COÛTS DES RESSOURCES ÉLEVÉS AUPRÈS DES BANQUES, ETC).

76 LES FAIBLESSES DE LA GESTION INTERNE AUX OP LIMITANT LEUR CAPACITÉ À GÉRER DES ENCOURS DE REFINANCEMENT DE LEURS CRÉDITS EN CROISSANCE EST SANS DOUTE LA CONSÉQUENCE D'UNE INSUFFISANCE DES POLITIQUES D'APPUI AUX OP QUI DEVRAIENT CIBLER LEURS BESOINS PRIORITAIRES.